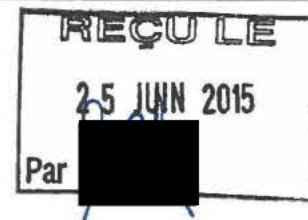


## COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Date : 23 Juin 2015

Les commissaires :

L'honorable France Charbonneau, présidente  
M. Renaud Lachance, commissaire



Claude Marquis

REQUÉRANT

### DÉCLARATION ASSERMENTÉE (suite) DE M. CLAUDE MARQUIS

Je, soussigné, Claude Marquis, résidant et domicilié au [REDACTED], affirme solennellement ce qui suit :

19. J'ai bien lu les documents suivants que la Commission a fait parvenir à mes procureurs :

- a) Lettre datée du 9 juin de Me Simon Tremblay, Procureur en chef adjoint;
- b) Document 381PP-2937-2 : Déclaration assermentée François Paulhus 15 mai 2015 (PP);
- c) Document 381PP-2946-11-08 : Contrat 2003 SP-231 et lettre concurrence réelle sur ce contrat (PP);

20. Représentations en lien avec ces nouveaux éléments seulement :

#### **21. Document 381PP-2937-2 : Paragraphes Nos 7, 8 et 9**

- 21.1 Les dates mentionnées correspondent à ma situation d'alors, à savoir que vers la fin de l'année 2004, j'ai été promu au poste de directeur régional. Antérieurement à cette date, je n'ai jamais été partie prenante aux décisions concernant la mise en place de moyens (réunions ou autres) qui ont conduit aux pratiques commerciales qui sont aujourd'hui reprochées aux firmes de génie-conseil.
- 21.2 Ces décisions ont été prises par mon employeur d'alors (GENIVAR) et les paliers décisionnels au-dessus de moi, dont le directeur régional en poste jusqu'en août 2004.
- 21.3 J'affirme que durant les années 2005 et subséquentes, ma participation à ces réunions découle de la décision de mon employeur et que l'existence de ces réunions était antérieure à ma nomination.

#### **22. Document 381PP-2937-2 : Paragraphes Nos 23 à 29**

- 22.1 Le contexte évoqué dans ces paragraphes correspond selon moi à ce qui a servi à justifier, par mon employeur d'alors (GENIVAR), ma présence à ces réunions, à savoir les représentations de l'Association des Ingénieurs-Conseils du Québec (AICQ) suite à l'adoption de la Loi 106.
- 22.2 L'AICQ faisait à cette époque et durant toutes les années subséquentes, des représentations pour que les donneurs d'ouvrages fassent une sélection des firmes basée sur la compétence. Les firmes étaient invitées à ne pas entrer dans une guerre de prix et à utiliser le barème des honoraires de l'AICQ.

- 22.3 Entre les années 2005 et 2009, mon employeur m'a demandé d'assister à des réunions annuelles de l'AICQ régionale; au cours de ces réunions annuelles, parmi les sujets à l'ordre du jour, les représentants de cet organisme faisaient la promotion du maintien des prix par les firmes, de l'utilisation du barème de l'AICQ, et de l'importance pour les firmes de ne pas entrer dans une guerre de prix.
- 22.4 Les dirigeants de l'AICQ, à chaque année où j'ai assisté à ces réunions, promettaient que la Loi 106 allait être abolie et que le critère de sélection sur le prix allait disparaître.
- 22.5 Enfin, le maintien de prix justes et équitables pour les services d'ingénierie, choisi durant ces années par les firmes, me semblait alors justifié et honnête.

**23. Document 381PP-2937-2 : Paragraphes Nos 30 à 42**

- 23.1 Les faits rapportés dans ces paragraphes me sont pour la plupart inconnus, sauf en ce qui a trait à la préparation des documents d'appels d'offres. Le tout étant antérieur à ma nomination au poste de directeur régional.

**24. Document 381PP-2937-2 : Paragraphes Nos 61 à 64**

- 24.1 La qualité du travail fourni par moi-même et mon équipe à la ville de Gatineau ont fait que j'ai développé une excellente relation avec les représentants de la ville et j'avais une excellente réputation auprès de celle-ci. Mon expertise était reconnue, et ma principale préoccupation a toujours été de donner des services de qualité au client et en respect avec mes obligations professionnelles. De ce fait je ne crois pas que la ville a été lésée.

**25. Document 381PP-2946-11-08 :**

- 25.1 À titre de chargé de projet et responsable de l'équipe de préparation des plans et devis et surveillance des travaux je signalais les documents d'offres de services déposés par GENIVAR à partir du bureau de Gatineau (génie civil). Le montant des honoraires étaient cependant décidés et sujets à l'approbation de la part de la direction de la firme. Mon rôle concernant le prix était de valider la faisabilité technique pour l'équipe, en vue de faire un travail de qualité pour le montant des honoraires proposé.
26. Tous les faits allégués dans la présente sont vrais;

Et j'ai signé



Claude Marquis

Affirmé solennellement devant moi à  
Gatineau, ce 23 jour de juin 2015

